



Fédération Syndicale Unitaire

Région Bourgogne-Franche-Comté

45 rue Parmentier, 21000 DIJON

03 80 71 14 47 / 06 21 11 08 64

fsu.bourgognefranche-comte@fsu.fr

Académie de Dijon : bourgogne@fsu.fr

Dijon, le 29 mars 2022

La FSU Côte-d'Or et Bourgogne-Franche-Comté dénonce les propos du président-candidat et les conditions de sa venue hier lundi 28 mars 2022 à la Fontaine-d'Ouche à Dijon.

Quartier bouclé et nettoyé plus que de coutume, manifestants empêchés ou exfiltrés, M. Macron s'est payé un bain de foule aseptisé et a pu dérouler sans opposition son discours idéologique néo-libéral et inégalitaire.

La FSU ne peut pas laisser dire M. Macron avec cynisme qu'il a eu le souci de l'éducation, quand on met en regard de ses belles paroles le bilan de ce quinquennat : 531 postes d'enseignants supprimés dans notre académie, la casse du lycée, la mise en place de Parcoursup...

La FSU dénonce la façon dont le pouvoir tente de cacher, derrière l'arbuste du dédoublement des CP-CE1 en éducation prioritaire (mais rien pour les CE2-CM1-CM2), la forêt des besoins criants dans l'ensemble des écoles du premier degré. La mise en concurrence des écoles, tout en favorisant l'enseignement privé, les dotations globalement insuffisantes et l'obsession affichée des fondamentaux étriqués (lire-écrire-compter) sont loin de permettre la construction de bases solides pour les élèves, et creusent les inégalités scolaires liées aux inégalités sociales.

La FSU dénonce l'intérêt affiché du président-candidat Macron pour l'enseignement professionnel, qu'il entreprend en réalité de privatiser et dénaturer. En effet il est significatif qu'il ait visité, après le LP des Marcs d'Or, une école de production, établissement privé en partie financé sur fonds publics par la taxe d'apprentissage, soit autant de ressources en moins pour les lycées professionnels publics, qui accueillent le tiers des jeunes en lycée de notre pays : 650 000 élèves, pour moins de 10 000 en écoles de production.

Ce sont les lycées professionnels qui accueillent le plus les jeunes en décrochage et en difficulté sociale. Le budget annuel qui leur est consacré est de 4,5 milliards quand 10 milliards ont été dépensés depuis le covid pour l'apprentissage en niveau post-bac, laissant pour compte l'apprentissage en lycée professionnel.

Voilà ce que la FSU aurait pu dire face aux caméras et au président-candidat s'il avait daigné rencontrer la population et les représentants des personnels de l'Éducation nationale, pour rétablir la vérité des faits.

Nous aurions pu également évoquer la politique de la ville, absente de ses préoccupations, du projet inégalitaire et antio-social de repousser l'âge de la retraite à 65 ans et de faire payer la dette du pays par les plus modestes en épargnant les plus riches.

La FSU appelle les citoyens à se saisir du moment électoral pour voter massivement au premier tour des élections présidentielles, contre l'extrême-droite et ses idées, contre les politiques néo-libérales, pour une politique qui investisse dans les services publics, pour la retraite à 60 ans à taux plein, pour une politique économique et sociale qui fasse face à l'urgence climatique.